



Revalorisation du SMIC de 1,18% au 1^{er} janvier 2026

Le [Décret n° 2025-1228 du 17 décembre 2025 portant relèvement du salaire minimum de croissance - Légifrance](#) porte revalorisation du salaire minimum de croissance (SMIC) de 1,18% au 1^{er} janvier 2026.

Les nouveaux montants sont les suivants :

- SMIC horaire brut : 12,02 € (contre 11,88 € depuis novembre 2024)
- SMIC mensuel brut (temps plein) : 1 823,03 € (contre 1 801,80 €), soit une hausse de 21,23 € brut par mois
- SMIC mensuel net : 1443,11 €

Le versement d'une indemnité différentielle

Selon le principe général du droit, aucun salarié, qu'il soit du secteur privé ou public, ne peut être rémunéré en dessous du SMIC. Ce principe est d'autant plus pertinent dans la fonction publique territoriale, où les traitements des agents sont souvent fixés sur des grilles indiciaires. En cas de non-revalorisation du traitement de base indiciaire, **une indemnité différentielle doit être versée afin de compenser l'écart avec le SMIC.**

Les agents concernés par l'indemnité différentielle sont :

- Les agents appartenant aux échelons de 1 à 5 de l'échelle de rémunération C1 ;
- Les agents appartenant aux échelons de 1 à 3 de l'échelle de rémunération C2 ;

Ces agents, rémunérés selon les échelles IM 366 à IM 370, sont directement touchés par cette mesure. Selon le décret n°91-769 du 2 août 1991, si leur traitement de base ne parvient pas à atteindre le montant du SMIC, une indemnité différentielle sera obligatoirement versée pour combler cette différence.

Le versement de l'indemnité différentielle **n'exige ni une délibération, ni un arrêté.**

Le CDG12 vous invite à :

- Identifier les agents concernés par l'indemnité différentielle.
- Effectuer l'ajustement des traitements ou, si nécessaire, le versement de l'indemnité différentielle pour garantir que la rémunération des agents ne soit pas inférieure au montant du SMIC.